

ILS SONT À VICHY, SOYONS PIRATES !

Les **3 et 4 Novembre** prochains, le chef du sinistre Ministère de l'immigration et de l'Identité Nationale organise à **Vichy**, une rencontre au sommet de tous les ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'Union européenne.

Dans cette tâche laborieuse des quotas à mettre en place, des forteresses à ériger, des avions et des bateaux à affréter, des polices à mobiliser pour les expulsions de sans papiers, Hortefeux et les 26 autres sinistres européens seront accompagnés de 200 personnes (députés, sénateurs, représentants du comité économique et social européen, représentants des régions...)... Des "propres sur eux" de droite comme de gauche.

Depuis l'avènement de Nicolas Sarkozy, toute allusion, tout rapprochement entre son gouvernement et celui de l'An 1940 du Maréchal Pétain est répréhensible. Celles et ceux qui osent rapprocher les deux époques sont susceptibles d'être conspués, poursuivis par la Police, condamnés par la Justice...

En convoquant ce sommet à Vichy, ville symbole du gouvernement pétainiste et de cette sombre époque de chasse à l'intrus, c'est Hortefeux lui-même qui provoque les rapprochements. Tout comme Sarkozy, qui jaquetait pendant sa campagne que « le travail rend libre ». C'est cette phrase qui était au fronton du camp nazi d'Auschwitz, en Pologne. Ce n'est pas nous non plus qui avons repris le principe de la « rétention de sûreté » chère à Rachida Dati en 2007, promulguée par ailleurs par Adolf Hitler en novembre 1933.

Nous vivons une période nauséabonde où la politique xénophobe des États européens rappelle celle où le racisme était clairement revendiqué, alors... rassurons-les quand même. S'ils ne s'étaient pas réunis à Vichy pour ce sommet, on les aurait allumés aussi.

Mais devant cette provocation vichyste, notre mot d'ordre est «à l'abordage»!

VICHY, TRAVAIL-FAMILLE-PATRIE

Hortefeux va ainsi consolider le symbole que représente cette ville par rapport à la politique de collaboration avec le régime nazi. Cette dénomination du « Ministère de l'immigration et de l'Identité Nationale » aurait sûrement satisfait le gouvernement Pétain, installé dans l'hôtel du Parc.

C'est dans cette ville que fut décidée et mise en œuvre la politique de collaboration avec le régime nazi. Elle s'est traduite, entre autres, par l'internement en France, puis la déportation dans les camps de concentration de milliers de personnes sous prétexte qu'elles étaient juives, espagnoles ou italiennes antifascistes, homosexuelles, tziganes, handicapées, communistes, anarchistes, résistantes...

C'est de cette ville que, comme les autres fonctionnaires, Papon recevait les ordres pour organiser les déportations de personnes à Bordeaux. C'est de cette ville que fut dirigée la Milice française.

Comment alors ne pas faire le lien entre la politique de Vichy et celle du gouvernement de Sarkozy, du moins concernant le traitement des immigrants?

VICHY, MINISTÈRE EUROPEEN DES EXPULSIONS

Comment accepter de laisser pavoiser tranquillement les 27 patrons de la chasse à l'immigré?

Le ministre italien organise le fichage des Roms, puis après quoi?

Le ministre français organise les rafles d'étrangers, puis après quoi?

On sait toujours où commence un outil de répression, on ne sait jamais où et quand il se termine.

Pour exemple, le **camp de Rivesaltes**, fermé depuis 2007. Cet ancien camp militaire a été transformé en camp "d'accueil" pour les réfugiés espagnols. Ensuite, le gouvernement de Vichy y enferma des Juifs... en attendant leur déportation. Puis arrivèrent les prisonniers de guerre allemands et italiens. Pendant la guerre d'Algérie, des Algériens y furent également internés. De 1962 à 1977 des Harkis y furent "accueillis" etc. De 1986 à 2007, ce camp a été transformé en Camp de Rétention Administrative (CRA).

Pendant ces années, de nombreux sans papiers y ont été retenus en attendant leur expulsion.
Fin 2007 alors que les camps de "rétention" se multiplient, le centre a été déménagé car un Musée-Mémorial de "repentance" est en cours de construction sur le site. Les sans papiers enfermés y seront-ils oubliés ?

Nous avons déjà assez supporté la vindicte policière, le racisme latent des gouvernants et leur cynisme, les conditions inhumaines de rétention, la double peine...

Il faut dire non et nous mobiliser contre cette conception du monde qui conduit à faire mourir des milliers de gens lorsqu'ils tentent de rentrer dans l'espace Schengen et à en traquer les rescapés.

Il faut briser la machine à expulser !

VICHY YA BASTA !

On ne pourra jamais empêcher des hommes et des femmes de vouloir émigrer et peu importe les raisons qui les poussent : misère, guerre, famine, épidémie, catastrophe naturelle, amour... Cessons cette démagogie qui consiste à dire qu'on va fermer les frontières : cela conduit à une chasse inhumaine, et c'est impossible !

De plus la clandestinité profite aux patrons. Les sans papiers sont instrumentalisés pour renforcer la précarité et donc faire pression sur le marché du travail en faveur des capitalistes.

Des **travailleurs** sans papiers ont entamé un mouvement de grève avec occupation des lieux de travail afin d'être régularisés. Cette lutte rend visible le fait que les sans papiers ne sont pas essentiellement des gens qui se cachent par peur du gendarme, mais des êtres humains essayant de vivre dans les conditions imposées par l'exploitation capitaliste. Cette survie est d'autant plus dure que leur statut administratif ne leur donne aucun droit, si ce n'est celui de payer des impôts, des charges sociales (sécurité sociale...), avec en bonus la peur de croiser les flics à chaque coin de rue.

Depuis près de 5 ans, le Réseau d'Education Sans Frontière, récemment accusé, comme d'autres, par le gouvernement d'être dangereux pour l'ordre public, a montré que les sans papiers peuvent être aussi des parents d'élèves, des élèves ou des étudiants. Ce réseau se mobilise pour que des enfants et jeunes majeurs puissent poursuivre leur **scolarité** sans qu'ils vivent dans la crainte de l'expulsion de leurs parents et donc d'eux mêmes. Il en va de même pour les étudiants recevant des Obligations à Quitter le Territoire Français (OQTF).

De même, des collectifs tentent de lier la lutte des sans papiers avec celle pour l'obtention de **logements** aussi bien pour des personnes en situation régulière (de nationalité française ou étrangère) qu'irrégulière (sans papiers).

En outre la chasse aux sans papiers permet de mettre en place un arsenal législatif de plus en plus répressif. Cela légitime le renforcement du **contrôle** de la population (fichages...).

Ainsi, lutter contre l'exclusion sociale, la précarité et la restriction de la liberté individuelle suppose de se mobiliser pour la régularisation globale de tous les sans papiers.

Les sans papiers ne sont ni des quotas, ni des hordes fantomatiques de parasites, ni des criminels en papiers, ce que veulent nous faire admettre les États-puissances capitalistes. Ce sont des hommes, des femmes, des enfants essayant de vivre au sein de la société européenne. Comme n'importe quelle personne, les sans papiers sont des êtres humains à part entière, devant assurer leur (sur)vie. La prise en compte de cette multidimensionnalité des personnes montre que **les problèmes que rencontrent les immigrés, notamment les sans papiers, rejoignent ceux que connaissent les personnes de nationalité française et européenne.**

La lutte antiraciste, comme la lutte sociale, passe inévitablement par cette prise de conscience se traduisant concrètement par la convergence des luttes.

DÈS AUJOURD'HUI, IL FAUT SE MOBILISER DEVANT LES MINISTÈRES, LES PRÉFECTURES, LES CAMPS DE RÉTENTION, LES PORTS ET AÉROPORTS, LES COMMISSARIATS, LES ADMINISTRATIONS...

**POUR DIRE NON À LA XÉNOPHOBIE DE L'ÉTAT !
POUR LA FERMETURE ET LA DESTRUCTION
DES CAMPS DE RÉTENTION !**

**POUR LA LIBERTÉ D'INSTALLATION ET DE
CIRCULATION !**

POUR L'OUVERTURE DES FRONTIÈRES !

POUR DES PAPIERS POUR TOUS ET TOUTES !